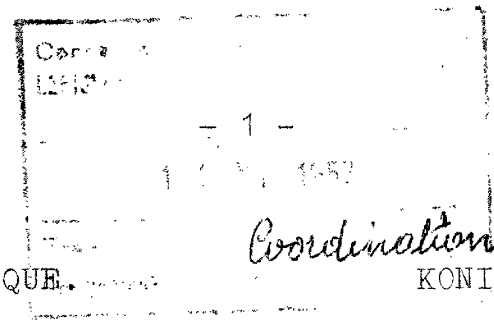
ML. - 1 - L. 6410/1.



Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 16 octobre 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux perturbations radioélectriques produites par les moteurs à combustion interne", a donné le 26 novembre 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e oktober 1958 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de radio-electrische storingen verwekt door motoren met inwendige verbranding", heeft de 26e november 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal a pour objet de "limiter les perturbations radioélectriques produites par les moteurs à combustion interne", comme le dit le considérant du projet.

Dans la mesure où le projet réglemente l'usage des moteurs à combustion interne à allumage électrique, il devrait normalement faire l'objet d'un arrêté ministériel pris en vertu de l'arrêté royal du 5 novembre 1932 relatif à "l'élimination ou la réduction des perturbations parasitaires affectant les relations radioélectriques".

Toutefois le projet comporte également des obligations à charge des constructeurs, de leurs représentants ou des vendeurs de dispositifs antiparasites et, dès lors, la légalité d'un arrêté ministériel pris sur base de l'arrêté royal du 5 novembre 1932 prêterait à discussion. Le recours à un arrêté royal, fondé sur l'article 4 de la loi du 14 mai 1930, est donc justifié.

Au préambule, le texte du considérant devrait être remanié comme suit :

"Considérant que les progrès de la technique permettent de limiter les perturbations radioélectriques produites par les moteurs à combustion interne et de réaliser cette limitation par des moyens peu dispendieux".

Comme le projet s'applique en fait aussi bien aux constructeurs, à leurs représentants ou aux vendeurs de dispositifs antiparasites, la disposition de l'article 1er n'est pas exacte. Il est proposé de préciser uniquement le genre de moteurs auxquels l'arrêté s'applique.

.../...

Le texte de cet article pourrait, dès lors, être libellé comme suit :

"Article 1er.-

Pour l'application du présent arrêté, le terme "moteur" désigne tout moteur à combustion interne à allumage électrique communément appelé moteur à explosion, tant fixe que mobile, à l'exception des moteurs d'aéronefs".

La disposition relative au certificat figurant aux articles 2 et 3, trouverait mieux sa place à l'article 4 du projet.

Les articles 2 et 3 pourraient être remplacés par le texte suivant :

"Article 2.-

Après un délai de six mois à dater de la publication du présent arrêté au Moniteur belge, aucun moteur neuf, qu'il soit isolé ou compris dans un ensemble, ni aucun véhicule utilisant un moteur neuf, ne pourra être mis en service s'il n'est pourvu d'un dispositif antiparasite. Ce dispositif doit être conforme à un modèle agréé suivant les articles 5 et 6.

Article 3.-

Après un délai d'un an à dater de la publication du présent arrêté au Moniteur belge, aucun moteur usagé, qu'il soit isolé ou compris dans un ensemble, ni aucun véhicule utilisant un moteur usagé, ne pourra être maintenu en service s'il n'est pourvu d'un dispositif antiparasite. Ce dispositif doit être conforme à un modèle agréé suivant les articles 5 et 6".

.../...

L'article 4 traite du certificat destiné à attester la conformité d'un dispositif antiparasite déterminé au modèle agréé. Pour être efficace, ce certificat devra identifier d'une manière suffisante le dispositif antiparasite auquel il se rapporte.

Au lieu d'obliger les usagers à exiger ce certificat du vendeur du dispositif, il serait plus simple d'imposer aux constructeurs ou à leurs représentants l'obligation de munir les dispositifs antiparasites du certificat visé.

Le texte suivant est proposé :

"Article 4.-

Les constructeurs des dispositifs antiparasites dont le modèle a été agréé, ou leurs représentants, sont tenus de munir chaque dispositif d'un certificat attestant sa conformité au modèle agréé.

Ce certificat mentionne, en outre, le numéro sous lequel le modèle est agréé et les types de moteurs sur lesquels le dispositif peut être adapté.

L'usager d'un moteur est tenu de présenter ce certificat à toute réquisition des agents compétents".

A l'article 5 il faut lire : " Pour être agréé ...".

.../...

L'article 6 habilite la Régie des télégraphes et des téléphones à agréer les modèles et à examiner les dispositifs antiparasites au point de vue de leur conformité au modèle agréé. Ces dispositions devraient faire l'objet de deux articles distincts.

En ce qui concerne le contrôle par la Régie des dispositifs antiparasites, le projet distingue, d'une part, entre les dispositifs neufs se trouvant soit dans les stocks des fabricants ou de leurs représentants, soit chez les vendeurs, et d'autre part, les dispositifs déjà placés sur les moteurs.

En ce qui concerne les dispositifs neufs, le projet habilite la Régie des télégraphes et des téléphones à retirer l'agrément au modèle, s'il est constaté que les dispositifs examinés ne sont pas conformes à celui-ci.

Cette disposition soulève les observations suivantes :

La fabrication défectueuse des dispositifs ne justifie pas le retrait de l'agrément au modèle dont les qualités ne sont pas mises en cause. L'inventeur du modèle n'est d'ailleurs pas nécessairement le fabricant des dispositifs. Il ne se conçoit pas ,dès lors, de prendre une sanction à l'égard de cet inventeur à la suite d'une faute commise par un tiers fabricant.

.../...

Il serait, dans ces conditions, plus normal de prévoir des mesures en vue d'empêcher la vente ou la mise en circulation de dispositifs qui ne répondent pas au modèle agréé. Indépendamment des sanctions pénales dont le fabricant sera passible par application de l'article 498 du Code pénal, la Régie pourrait informer le public que les dispositifs visés, même munis d'un certificat, ne répondent pas au modèle et ne peuvent, dès lors, servir en vue de l'antiparasitage prescrit par l'arrêté.

Que le Gouvernement maintienne le retrait de l'agrément envisagé par le projet ou qu'il adopte la solution proposée ci-dessus, des mesures de publicité devraient en tous cas être prévues afin de porter à la connaissance des intéressés qu'un dispositif d'une marque déterminée ne satisfait pas aux prescriptions de l'arrêté relatif à l'antiparasitage des moteurs. Il faut, en outre, régler la situation des personnes qui ont acquis ou mis en service des dispositifs munis du certificat, avant que la Régie ne fasse connaître que ceux-ci ne répondent plus au modèle agréé.

La rédaction du texte de l'article 6 dépendra donc de la solution que le Gouvernement adoptera au sujet des dispositifs se trouvant soit dans les stocks des fabricants ou de leurs représentants, soit chez les vendeurs.

Het ontwerp van koninklijk besluit strekt tot "beperking van de door motoren met inwendige verbranding opgewekte radio-electrische storingen", zoals blijkt uit de considerans van het ontwerp.

Inzover het ontwerp het gebruik regelt van motoren met inwendige verbrandingmet electrische ontsteking, zou dit normaal moeten gebeuren in een ministerieel besluit, vastgesteld op grond van het koninklijk besluit van 5 november 1932 betreffende "de opheffing of vermindering van de door parasieten verwekte storingen in het radio-electrisch verkeer".

Het ontwerp legt echter ook verplichtingen op aan fabrikanten, aan vertegenwoordigers van fabrikanten, en aan verkopers van ontstoringsinrichtingen, zodat de wettigheid van een op grond van het koninklijk besluit van 5 november 1932 vastgesteld ministerieel besluit zou kunnen worden betwist. Een koninklijk besluit dat steunt op artikel 4 van de wet van 14 mei 1930, is dus verantwoord.

In de aanhef dient de tekst van de considerans als volgt te worden omgewerkt :

"Overwegende dat het met de technische vooruitgang mogelijk is geworden radio-electrische storingen die door motoren met inwendige verbranding worden opgewekt te beperken en dat deze beperking zonder grote kosten kan worden doorgevoerd".

.../...

Aangezien het ontwerp in feite zowel toepasselijk is op fabrikanten en dezer vertegenwoordigers als op verkopers van ontstoringsinrichtingen, is de bepaling van artikel 1 niet juist. Voorgesteld wordt, hier alleen te zeggen op welk soort van motoren het besluit toepassing vindt. Het artikel kan dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 1.-

Voor de toepassing van dit besluit wordt onder "motor" verstaan, elke vaste zowel als mobiele motor met inwendige verbranding met electrische ontsteking, gewoonlijk ontploffingsmotor geheten, met uitzondering van motoren voor luchtvaartuigen".

De bepaling betreffende het getuigschrift, welke voorkomt in de artikelen 2 en 3, is beter op haar plaats in artikel 4 van het ontwerp.

De artikelen 2 en 3 kunnen door de volgende tekst worden vervangen :

"Artikel 2.-

Zes maanden na de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad mag geen nieuwe motor afzonderlijk of als onderdeel, noch enig voertuig met nieuwe motor in gebruik worden genomen zonder voorzien te zijn van een ontstoringsinrichting overeenkomstig met een volgens de artikelen 5 en 6 erkend model .

Artikel 3.-

Een jaar na de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad mag geen reeds gebruikte motor afzonderlijk of als onderdeel, noch enig voertuig met een reeds gebruikte motor, in gebruik worden gehouden zonder te zijn voorzien van een ontstoringsinrichting overeenkomstig met een volgens de artikelen 5 en 6 erkend model".

Artikel 4 handelt over het getuigschrift waaruit moet blijken, dat een bepaalde ontstoringsinrichting met het erkend model overeenkomt. Om dienstig te zijn,moet dit getuigschrift de ontstoringsinrichting waarop het betrekking heeft in voldoende mate beschrijven.

In plaats van de gebruikers te verplichten het getuigschrift van de verkoper der inrichting te eisen, ware het eenvoudiger de fabrikanten of hun vertegenwoordigers te verplichten, het bij de ontstoringsinrichtingen te voegen.

Voor dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 4.-

Fabrikanten van ontstoringsinrichtingen waarvan het model is erkend, of hun vertegenwoordigers, moeten bij elke inrichting een getuigschrift voegen waaruit blijkt dat deze met het erkend model overeenkomt.

Dit getuigschrift vermeldt bovendien het erkenningsnummer van het model en de motortypes waarop de inrichting kan worden aangebracht.

De gebruiker van een motor moet dit getuigschrift overleggen op elke vordering van de bevoegde ambtenaren".

In artikel 5 leze men : "Om als model te worden erkend ...".

.../...

Artikel 6 verklaart de Regie van telegraaf en telefoon bevoegd om de modellen te erkennen en de ontstoringsinrichtingen te toetsen op hun overeenkomst met het erkend model. Die bepalingen zouden twee onderscheiden artikelen moeten vormen.

In verband met de controle van ontstoringsinrichtingen door de Regie, onderscheidt het ontwerp enerzijds de nieuwe inrichtingen welke de fabrikanten of hun vertegenwoordigers in voorraad hebben, anderzijds de inrichtingen die reeds op motoren zijn aangebracht.

Wat de nieuwe inrichtingen betreft, machtigt het ontwerp de Regie van telegraaf en telefoon tot het intrekken van de erkenning van het model, indien wordt vastgesteld dat de onderzochte inrichtingen niet met dit model overeenkomen.

Hierbij zijn de volgende opmerkingen te maken :

Gebrekkige fabricage van ontstoringsinrichtingen is geen reden tot intrekking van de erkenning van het model waarvan de hoedanigheden niet worden betwist. De uitvinder van het model is trouwens niet noodzakelijk de fabrikant van de inrichtingen. Het gaat dus niet aan, tegen de uitvinder sancties te treffen wegens een fout die een derde, de fabrikant, heeft begaan.

.../...

Het zou dus meer in de rede liggen,maatregelen te nemen om te verhinderen dat inrichtingen die niet met het erkende model overeenkomen, worden verkocht of in omloop gebracht. Afgezien van de straffen die krachtens artikel 498 van het Wetboek van strafrecht tegen de fabrikant kunnen worden uitgesproken, zou de Regie het publiek kunnen waarschuwen, dat bedoelde inrichtingen, zelfs wanneer er geen getuigschrift bijgevoegd is, niet met het model overeenkomen en dus niet mogen worden gebruik voor de in het besluit voorgeschreven ontstoring.

Of de Regering nu de door het ontwerp voorgeschreven erkenning wenst in te trekken, dan wel de zoëven voorgestelde oplossing aanvaardt, alleszins zouden publiciteitsmaatregelen moeten worden voorgeschreven om de betrokkenen er op te wijzen, dat een ontstoringsinrichting van een bepaald merk niet aan de voorschriften van het besluit betreffende de ontstoring van motoren beantwoordt. Bovendien moet een regeling worden getroffen voor hen die inrichtingen met getuigschrift hebben gekocht of in gebruik genomen vooraleer de Regie bekend maakt dat die inrichtingen niet meer met het erkende model overeenkomen.

De redactie van artikel 6 hangt dus af van de oplossing welke de Regering zal aannemen ter zake van inrichtingen die de fabrikanten, dezer vertegenwoordigers, of de verkopers in voorraad hebben.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président, eerste-voorzitter,	
	L. MOUREAU, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	A. BERNARD, Ch. VAN REEPINGHEN,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	C. ROUSSEAUX,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. A. DEPONDT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. DEPONDT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.